

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1882

29 juin 2016

SOMMAIRE

2CG Funds	90304	(ES) ² GROUP S.A.	90304
Agenda Sicav	90310	Financière Daunou 5 S.à r.l.	90336
Agenda Sicav	90296	Ikra Sicav	90310
Aigue Marine International SC	90296	Logicor (River) S.à r.l.	90301
A.L. Luxembourg S.A.	90309	L.P Aménagement S.à r.l.	90298
Amarussein Investments Luxembourg S.à r.l.	90307	navAXX S.A.	90305
Am Bann 3-5	90306	Tansad SA	90303
Am Bann 3-5	90307	Taste Galerie Luxembourg S.à r.l.	90305
Amundi Islamic	90308	Taured S.A.	90303
Armainvilliers Luxholdco	90307	TDG Lux S.A.	90303
Aspect Struere S.A.	90305	Thirteen Rose S.à r.l.	90303
A&T Consulting S.A.	90308	TPG Lux 2015 SC IV, S.à r.l.	90298
Atlântico Europa Capital Lux S.à r.l.	90305	TPG Lux 2016 SC III, S.à r.l.	90328
Atlântico Europa Capital Lux S.à r.l.	90305	Trief Corporation S.A.	90307
Atlantik S.A.	90308	Trilantic Events Management S.à r.l.	90303
Austin S.à r.l.	90304	Vallis Sustainable Investments I Holding S.à r.l.	90302
Aviso Investment S.A.	90308	Varnsen Industries Holdings S.à r.l.	90302
b+ architectes	90302	Venture Group S.A.	90302
b+ architectes	90309	WIK-Investissement GmbH	90302
BPY Hospitality Holdings Lux II S.à r.l.	90298	WL Holdco S.à r.l.	90306
BPY Hospitality Holdings Lux I S.à r.l.	90298	WL Subco S.à r.l.	90306
Compulease S.A.	90335	Worldwide Euro Protection	90290
e-Barrel S.à r.l.	90309	Zenit Multistrategy Sicav	90304
EM Whole Loan SA	90336		

Worldwide Euro Protection, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.712.

L'an deux mille seize, le vingt-troisième jour du mois de mars,

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Worldwide Euro Protection, une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.712 (la Société). La Société a été constituée le 28 juin 2011 par un acte de Me Paul Decker, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1457 du 4 juillet 2011. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 28 juillet 2011 par un acte de Me Martine Decker, notaire de résidence à Hesperange, en remplacement du prédit notaire Paul Decker, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2478 du 14 octobre 2011.

L'Assemblée est présidée par Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt (le Président). Le Président nomme Claudine Schoellen, employée, de résidence professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, comme secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire). L'Assemblée choisit Peggy Simon, prénommée, comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur et, avec le Président et le Secrétaire, sont ensemble désignés comme le Bureau).

Le Bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux convocations d'usage;
2. Modification des statuts de la Société, refonte et renumérotation subséquente des statuts de la Société dans leur intégralité et si nécessaire, insertion ou modification des titres dans les statuts de la Société;
3. Prise d'acte de la démission des administrateurs de la Société;
4. Nomination des nouveaux administrateurs de la Société;
5. Renouvellement de mandat d'administrateurs de la Société;
6. Annulation du bon de souscription d'actions émis par la Société; et
7. Divers

II. Les procurations des actionnaires de la Société représentés (les Actionnaires) et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Ladite liste de présence signée par le mandataire des Actionnaires représentés, le Bureau et le notaire instrumentant, ainsi que les procurations des Actionnaires représentés, après avoir été signés ne varient, seront annexées au présent procès-verbal.

III. D'après ladite liste de présence, la totalité des actions représentatives du capital social de la Société en circulation, sont présentes ou représentées à la présente Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement décider sur tous les points de l'ordre du jour qui a été communiqué au préalable à tous les Actionnaires présents ou représentés, chacun d'eux le reconnaissant expressément.

IV. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux avis de convocation, les actionnaires de la Société ont été dûment convoqués et ont une connaissance parfaite de l'ordre de jour, lequel leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier les Statuts, de reformuler et renuméroter les Statuts dans leur intégralité et si nécessaire, d'insérer ou modifier les titres dans les Statuts, de la manière suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Worldwide Euro Protection" (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect substantiel.

3.3. La Société agira également en qualité de société holding animatrice du groupe qu'elle chapeaute (le Groupe) et prendra dans ce contexte en charge la définition de la politique de développement et d'investissement des activités des filiales directes ou indirectes en vue de consolider les activités du Groupe sur le marché mondial et de favoriser sa croissance par l'intégration et la prise de contrôle d'entreprises luxembourgeoises ou étrangères, distributeurs exclusifs d'équipements de protection individuelle, la constitution de nouvelles filiales et l'acquisition de nouvelles sociétés.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

3.5. La Société pourra développer en outre toute activité d'achat, vente, location et import-export d'équipements de protection individuelle.

3.6. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à quatre-vingt-deux millions neuf cent quatre-vingt-six mille euros (EUR 82.986.000), représenté par huit cent vingt-neuf mille (829.000) actions sous forme nominative et toutes de même catégorie, ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) propriétaire par action.

6.2. Les actions sont et resteront nominatives. La propriété des actions sera établie par l'inscription du propriétaire dans le registre des actions (le Registre).

6.3. Le Registre sera à tout moment conservé au siège social de la Société au Grand-Duché de Luxembourg ou auprès de tout mandataire désigné par le conseil d'administration.

6.4. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

(i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires;

(ii) par un quelconque mandataire de la Société; ou

(iii) suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.5. Tout autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire, dûment signé par les deux parties, peut également être accepté par la Société comme preuve de la cession d'actions.

6.6. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil d'administration.

7.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans, mais sont rééligibles à la fin de leur mandat. L'Assemblée Générale peut décider de nommer un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

7.3. Procédure

(i) Le Conseil (a) doit élire en son sein un président, (b) peut désigner un directeur général, qui doit être administrateur et dont les fonctions sont précisées par la décision le nommant, et (c) peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, pourvu qu'au cas où les associés ont nommé un ou plusieurs administrateurs de classe A et un ou plusieurs administrateurs de classe B, au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B votent en faveur de la décision. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix, sauf si le Conseil se compose d'un ou de plusieurs administrateurs de classe A et d'un ou de plusieurs administrateurs de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs ou si le Conseil est composé d'administrateurs de classe A et d'administrateurs de classe B, par les signatures conjointes d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 8. Administrateur unique.

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

(i) la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire; et

(ii) toute référence dans les Statuts au Conseil, aux administrateurs, à quelques administrateurs ou à un quelconque administrateur doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société doivent être mentionnées dans des procès-verbaux si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Actionnaire(s)

Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.

10.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (chacune une Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil ou du/des commissaire(s). Les actionnaires doivent y être convoqués à la demande des actionnaires représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les actionnaires au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(vii) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société à cet effet. Les formulaires de vote doivent indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(viii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(ix) Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(x) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

Art. 11. Actionnaire unique. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1):

- (i) l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux actionnaires ou à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique; et
- (iii) les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le troisième mardi du mois de juin de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 13. Commissaires /Réviseurs d'entreprises.

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand la loi le requiert.

13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires / réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La durée du mandat des commissaires ne peut dépasser six (6) ans mais peut être renouvelé.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et
- (iv) les commissaires ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Conseil qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - liquidation.

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision

contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, s'il y en a un, est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 16. Dispositions générale.

16.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de prendre acte de la démission de Fredinvest S.A., N.D.

Finance S.A., Delphine Georgen, Anna Dicorato, Antoine Le Bourgeois et Geoffroy Delore de leurs fonctions d'administrateurs de la Société à compter de ce jour.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de nommer les personnes suivantes en qualité d'administrateurs de la Société avec effet immédiat et pour une durée de six (6) ans:

- Dentressangle Initiatives, société par actions simplifiée de droit français au capital de 653.139.210 euros, dont le siège social est situé 30 bis rue Sainte- Hélène, 69002 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 492 792 973, représentée par Vincent Menez, de nationalité française, né le 25 mars 1964, à Quimper (29), ayant son adresse personnelle à 7 allée des Aubépines Chazière, 69110 Sainte Foy-lès-Lyon;

- Laurent Savinelli, de nationalité française, né le 17 juin 1966, à Paris (75), ayant son adresse personnelle à 77 rue Chazière, 69004 Lyon (France);

- Yvonnick Noel, de nationalité française, né le 5 octobre 1974, à Rennes (35), France, ayant son adresse personnelle à Bellagio Tower 3, Flat C, 41/F33, Castle Peak Road, Sam Tseng N.T. (Hong Kong);

- Didier Hanin, de nationalité française, né le 5 février 1964, à Brest (29), ayant son adresse personnelle à 19 rue Bourgelat, 69002 Lyon;

- Jean-Charles Thouand, de nationalité française, né le 25 août 1971, à Metz (57), ayant son adresse au 183, rue Luxembourg, L-8077 Bertrange;

- Koen Lozie, de nationalité belge, né le 24 juin 1965, à Deinze, ayant son adresse au 61, Grande Rue, L-8510 Redange sur Attert.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur de la Société des personnes suivantes, avec effet immédiat et pour une durée de six (6) ans:

- Frédéric Delore, de nationalité française, né le 5 mai 1959, à Lyon (69), ayant son adresse personnelle à 38 route du Vallon, CH-1224 Chene-Bougeries (Suisse);

- Nicolas Delore, de nationalité française, né le 8 août 1960, à Lyon (69), ayant son adresse personnelle à Route de Cachiblio 45, Icoigne 1977 (Suisse);

- Zsuzsanna Csörgei Tiborne, de nationalité hongroise, née le 9 mai 1967, à Budapest, (Hongrie), ayant son adresse personnelle à Folyondar U.1, 2030 Erd, (Hongrie);

- Jalyne S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège est situé 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158.952, représentée par Jacques Bonnier, de nationalité belge, né le 4 mai 1949, à Wervik (Belgique), ayant son adresse 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- François Georges, de nationalité luxembourgeoise, né le 20 mars 1967, à Luxembourg, ayant son adresse au 34 A boulevard Grande Duchesse Charlotte, L- 1330 Luxembourg.

Sixième résolution

L'Assemblée prend note qu'au jour des présentes, le bon de souscription d'actions émis par la Société au profit de Monsieur Yvonnick Noel a été acquis par NorD Health & Safety S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 204.135.

L'Assemblée décide, en accord avec le nouveau propriétaire du bon de souscription d'actions, de procéder à l'annulation du bon de souscription d'actions et de donner tous pouvoirs, en tant que de besoin, à tout administrateur de la Société agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, afin de procéder pour le compte de la Société aux formalités relatives à l'annulation du bon de souscription d'actions émis par la Société et de signer, délivrer ou exécuter tous documents (incluant une notice) nécessaire ou utile à cette fin.

Septième résolution

L'Assemblée décide d'autoriser et de donner pouvoir à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, afin de procéder pour le compte de la Société aux formalités relatives à la nomination des nouveaux administrateurs de la Société et de signer, délivrer ou exécuter tous documents (incluant une notice) nécessaire ou utile à cette fin.

Sur ces faits, aucun autre point ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est levée.

Fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte aux membres du Bureau, ces derniers ont signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: P. SIMON, C. SCHOELLEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 30 mars 2016. Relation: GAC/2016/2559. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 06 avril 2016.

Référence de publication: 2016090467/354.

(160058496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

Agenda Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.690.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2016.

Référence de publication: 2016090545/10.

(160059214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

Aigue Marine International SC, Société Civile.

Siège social: L-3397 Roeser, 2, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg E 5.882.

STATUTS

1. Monsieur MASSAUT Jean-Louis, né le 03 Avril 1962 à Auvelais (BE) demeurant au Al Mahra Villa 90, Arabian Ranches, DUBAÏ (Emirats Arabes Unis);

2. Madame KLASTERSKY Catherine Lydie, née le 06 Novembre 1966 à Ixelles (BE), demeurant Al Mahra Villa 90, Arabian Ranches, DUBAÏ (Emirats Arabes Unis);

Lesquels comparants ont décidé d'acter les statuts d'une Société Civile qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit le 06 / 04 / 2016:

Art. 1^{er}. Il est formé une Société Civile régie par la loi de 1915 sur les Sociétés Commerciales et Civiles, telle qu'elle a été modifiée par les lois subséquentes et par les articles 1832 et suivants du Code Civil Luxembourgeois.

Art. 2. La Société a pour objet la détention, l'utilisation et la mise à disposition de biens mobiliers à des fins privées. La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques. La société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 3. La dénomination est [AIGUE MARINE INTERNATIONAL SC].

Art. 4. Le siège social est établi à 2, Rue du Brill L-3397 ROESER, il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg sur simple décision de l'assemblée générale.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée, elle pourra être dissoute par décision de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 6. Le capital social est fixé à 100,00 EUR, répartis en 100 parts de 1,00 EUR chacune et constitué par l'apport en numéraire sur un compte ouvert pour la société.

Art. 7. En raison de leur apport, il est attribué 51 parts à Madame KLASTERSKY Catherine Lydie et 49 parts à Monsieur MASSAUT Jean-Louis, les comparants ci-dessus mentionnés. La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord représentant au moins 50% des parts. L'intégralité de l'apport devra être libérée sur demande du gérant ou des associés.

Art. 8. Les parts sociales sont cessibles entre associés. Elles sont incessibles entre vifs ou pour cause de mort à des tiers non-associés sans l'accord unanime de tous les associés restants. En cas de transfert par l'un des associés de ses parts sociales, les autres associés bénéficieront d'un droit de préemption sur ses parts, à un prix fixé entre associés et agréé d'année en année lors de l'assemblée générale statuant le bilan et le résultat de chaque exercice. Le droit de préemption s'exercera par chaque associé proportionnellement à sa participation au capital social. En cas de renonciation d'un associé à ce droit de préemption, sa part profitera aux autres associés dans la mesure de leur quote-part dans le capital restant.

Art. 9. Le décès ou la déconfiture de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la société. Si les associés survivants n'exercent pas leur droit de préemption en totalité, la société continuera entre les associés et les héritiers de l'associé décédé. Toutefois, les héritiers devront, sous peine d'être exclus de la gestion et des bénéfices jusqu'à régularisation, désigner dans les quatre mois du décès l'un d'eux ou un tiers qui les représentera dans tous les actes intéressant la Société.

Art. 10. La Société est administrée par un gérant nommé et révocable à l'unanimité de tous les associés.

Art. 11. Le gérant est investi de tous les pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance en nom et pour compte de la Société. La Société se trouve valablement engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de son gérant.

Art. 12. Le bilan est soumis à l'approbation des associés, qui décident de l'emploi des bénéfices. Les bénéfices sont répartis entre les associés en proportion de leurs parts sociales.

Art. 13. Les engagements des associés à l'égard des tiers sont fixés conformément aux articles 1862, 1863 et 1864 du Code Civil. Les pertes et dettes de la Société sont supportées par les associés en proportion du nombre de leurs parts dans la Société.

Art. 14. L'assemblée des associés se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent sur convocation du gérant ou sur convocation d'un des associés. Une assemblée statutaire aura lieu obligatoirement le troisième vendredi de juin de chaque année à 11 heures afin de délibérer du bilan, du résultat de l'année écoulée et pour fixer la valeur des parts conformément à l'article 6. L'assemblée statue valablement sur tous les points de l'ordre du jour et ses décisions sont prises à la simple majorité des voix des associés présents ou représentés, chaque part donnant droit à une voix. Toutes modifications des statuts doivent être décidées à l'unanimité des associés.

Art. 15. En cas de dissolution, la liquidation sera faite par le gérant ou par les associés selon le cas, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont à sa charge, en raison de sa constitution à 100 EUR.

Assemblée générale extraordinaire

A l'instant, les parties comparantes représentant l'intégralité du capital social se sont réunies en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent comme dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement convoquée, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris les résolutions suivantes:

1. Monsieur Monsieur MASSAUT Jean-Louis, précité, est nommé gérant,
2. La société EDISYS SA, 2, Rue du Brill L-3397 Roeser, RCS B 139924, est nommée co-gérant,
3. Le siège de la Société est établi à L-3397 Roeser, 2, Rue du Brill.

Lu, accepté et signé par les parties intervenantes.

Référence de publication: 2016090546/69.

(160059452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

BPY Hospitality Holdings Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.501,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 180.587.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 avril 2016.
Référence de publication: 2016090595/10.
(160059147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

BPY Hospitality Holdings Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 180.645.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 avril 2016.
Référence de publication: 2016090596/10.
(160059463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

TPG Lux 2015 SC IV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 201.668.

Les statuts coordonnés au 01/04/2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11/04/2016.
Me Cosita Delvaux
Notaire
Référence de publication: 2016090620/12.
(160059860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2016.

L.P Aménagement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4451 Belvaux, 195, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 205.414.

STATUTS

L'an deux mille seize, le quatre avril.
Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

- 1.- Monsieur José-Antonio LOPERA-GARCIA, employé privé, né à Barcelone (Espagne) le 2 novembre 1957, demeurant à F-57250 Moyeuvre-Grande, 16, rue des Lilas.
- 2.- Monsieur Alexis Carlo LOPERA, employé privé, né à Moyeuvre-Grande (France) le 5 août 1989, demeurant à F-57250 Moyeuvre-Grande, 16, rue des Lilas.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "L.P Aménagement s. à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Belvaux; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet tous travaux de poseur de tapis, de planchers stratifiés ou en bois, de planchers techniques et d'autres revêtements de sols en matière synthétique, de monteur d'éléments préfabriqués et de décorateur d'intérieur.

Elle a également pour objet la prestation de services administratifs généralement quelconques pour tiers, à l'exclusion de toutes activités d'expert-comptable et de conseil économique, ainsi que la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension et le développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Chaque associé aura la faculté de dénoncer sa participation dans les six premiers mois de l'exercice social avec effet au 31 décembre de l'année en cours moyennant préavis à donner par lettre recommandée à la poste à ses coassociés.

Les associés restants auront un droit de préférence sur le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du dernier bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Faute d'user de ce droit de préférence pendant la période de dénonciation prenant fin le 31 décembre de l'année en cours, la société sera mise en liquidation.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Le capital peut, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois, par l'émission de nouvelles parts sociales attribuées, soit en représentation d'apports en nature ou en numéraire, soit par voie d'incorporation au capital de tout ou partie des bénéfices et des réserves.

En cas d'augmentation de capital, les propriétaires des parts déjà existantes ont, dans la proportion de leurs titres sociaux, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles.

Les parts émises à l'occasion d'une augmentation de capital ne peuvent être souscrites par des tiers étrangers à la société que si ceux-ci ont été agréés par tous les associés.

L'assemblée extraordinaire des associés peut décider la réduction du capital social par tous les moyens prévus par la loi.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre vifs à des tiers non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois-quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Pour faire valoir leurs droits, ces derniers devront se tenir aux valeurs calculées sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières, à l'exception de toutes valeurs immatérielles, telles que clientèle, know-how et autres valeurs immatérielles.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année au trente et un décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements, amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social;

- le solde reste à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, sans décision contraire, le solde bénéficiaire sera distribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites comme suit:

a) Monsieur José-Antonio LOPERA-GARCIA, préqualifié, vingt parts sociales	20
b) Monsieur Alexis Carlo LOPERA, préqualifié, quatre-vingts parts sociales	80
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000.-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

1.- Monsieur José-Antonio LOPERA-GARCIA, préqualifié, est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3.- Le siège social est établi à L-4451 Belvaux, 195, route d'Esch.

Les comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et agir pour leur propre compte et certifient que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livrera pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: LOPERA-GARCIA, LOPERA, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11810. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 18 avril 2016.

Référence de publication: 2016093988/153.

(160063505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Logicor (River) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 191.562.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique de la Société en date du 15 avril 2016 que la société BRE/Management 7 S.A. a démissionné en tant que Gérant unique de la Société avec effet au 15 avril 2016.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer la société Logicor Europe Management S.A., société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 35 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B205.393, en tant que Gérant unique de la Société, avec effet au 15 avril 2016 pour une durée indéterminée.

La Société est désormais gérée par la société Logicor Europe Management S.A. en qualité de Gérant unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2016.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2016093998/20.

(160063828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2016.

Venture Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 40.398.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016104573/10.

(160075607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

WIK-Investissement GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 141.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016104578/10.

(160075513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

b+ architectes, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6871 Wecker, 10, Op Huefdreisch.
R.C.S. Luxembourg B 112.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016104601/10.

(160076404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Vallis Sustainable Investments I Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue de Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 173.806.

Les comptes annuels au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2016.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Gaëlle Attardo-Kontzler

Mandataire

Référence de publication: 2016104566/13.

(160075780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Varnsen Industries Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 573.178,64.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 181.369.

Les comptes annuels pour la période du 22 octobre 2013 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2016.

Référence de publication: 2016104568/11.

(160075937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Trilantic Events Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.642,80.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 138.170.

—
Extrait des résolutions des gérants prises par voie circulaire en date du 29 avril 2016

Les gérants de la Société ont décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la Société du 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, vers le 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg avec effet au 1^{er} mai 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016104545/13.

(160075328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Tansad SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 130.882.

—
Les comptes annuels au 30.06.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TANSAD SA

Société Anonyme

Référence de publication: 2016104546/11.

(160075413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Taured S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 18, rue Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 138.731.

—
Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016104548/10.

(160075579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

TDG Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 71.562.

—
Les compte au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TDG LUX S.A.

Référence de publication: 2016104549/10.

(160075844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Thirteen Rose S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 179.044.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2016.

Référence de publication: 2016104540/10.

(160075775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Zenit Multistrategy Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 121.973.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 mai 2016.

Pour Zenit Multistrategy Sicav

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2016104588/13.

(160076255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

2CG Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 179.624.

Le bilan au 31 décembre 2015, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 2CG FUNDS

Référence de publication: 2016104590/11.

(160075557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

(ES)² GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 72, rue du Cimetière.
R.C.S. Luxembourg B 179.355.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2016.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2016104598/14.

(160076202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Austin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 121.580.

Extrait des résolutions des associés du 29 avril 2016

Les associés de Austin Sàrl (la "Société") ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Sharon Callahan en tant que gérant de catégorie B;

et

- de nommer gérant de catégorie B suivant avec effet au 29 avril 2016 et pour une durée indéterminée:

* Guido Seleski, né le 29 juin 1972 à Hillegom, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 64 Avenue de la Liberté,
L-1930 Luxembourg, Luxembourg.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016104641/16.

(160076600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Aspect Struere S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 72.691.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016104636/12.

(160076798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Atlântico Europa Capital Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 154.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2016.

Référence de publication: 2016104638/10.

(160076618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Atlântico Europa Capital Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 154.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2016.

Référence de publication: 2016104639/10.

(160076619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

navAXX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 161.049.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2015 (Geschäftsjahr vom 01.01.2015 bis 31.12.2015) wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016104606/10.

(160076471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Taste Galerie Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 182.907.

Mlle Lara BRUTINOT, gérant unique décide:

1. Transfert du siège social de la Société:

Conformément aux dispositions statutaires de la Société, le gérant transfère le siège au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

Le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016104547/12.

(160075662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

WL Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.365.

—
Veuillez prendre note des changements intervenus suite aux résolutions des associés de la Société prises le 26 février 2016:

- Acceptation de la démission de Monsieur Jacob MUDDE en qualité de gérant de la Société à compter du 26 février 2016.

- Acceptation de la nomination de Madame Elena TITKOVA, née le 1^{er} novembre 1980 à Minsk, Bélarus, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société à compter du 26 février 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gwenaëlle Cousin

Gérant

Référence de publication: 2016104580/18.

(160076074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

WL Subco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.404.

—
Veuillez prendre note des changements intervenus suite aux résolutions des associés de la Société prises le 27 janvier 2016:

- Acceptation de la démission de Monsieur Jacob MUDDE en qualité de gérant de la Société à compter du 27 janvier 2016.

- Acceptation de la nomination de Madame Elena TITKOVA, née le 1^{er} novembre 1980 à Minsk, Bélarus, ayant son adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de Gérant de la Société à compter du 27 janvier 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WL Subco S.à r.l.

Gwenaëlle Cousin

Gérant

Référence de publication: 2016104581/19.

(160076065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Am Bann 3-5, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 9, rue Jean Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 81.606.

—
Procès-verbal de l'Assemblée Ordinaire des Actionnaires du 28 avril 2016

ad 3.

L'Assemblée Générale charge de la révision comptable externe pour l'exercice 2016 PriceWaterhouseCoopers.

Leudelange, le 28 avril 2016.

Am Bann3-5

Société Anonyme

Pit Hentgen

Administrateur

Référence de publication: 2016104626/15.

(160076411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Am Bann 3-5, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 9, rue Jean Fischbach.
R.C.S. Luxembourg B 81.606.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AM BANN 3-5
Société Anonyme
Signatures
Un Administrateur / Un Administrateur

Référence de publication: 2016104627/13.

(160076988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Amarussein Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 187.744.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} avril 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2016.

Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.
Gaëlle Attardo-Kontzler
Mandataire

Référence de publication: 2016104629/14.

(160076409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Armainvilliers Luxholdco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 140.866.

Il résulte d'un acte «Deed of Retirement and Appointment» que «Aren Finance SARL» société à responsabilité limitée de droit suisse ayant son siège social route de Chêne 41A, 1208 Genève, Suisse, est nommé trustee de «Rouge Family Trust suite à la démission de Rouge Trustee (Jersey) Foundation»

L'actionnariat de la Société est désormais: Aren Finance SARL en sa qualité de trustee de Rouge Family Trust: 100 parts sociales

Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2016104633/14.

(160076265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Trief Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 5, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 50.162.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de la Société en date du 3 mai 2016

Il a été décidé ce qui suit:

- Le Conseil d'administration prend acte de la démission de M. Jean Bodoni né le 12 juillet 1949 à Bruxelles, Belgique, de son mandat d'Administrateur en date du 21 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2016.

Référence de publication: 2016104556/13.

(160075617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 2016.

Aviso Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 174.766.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

L'adresse professionnelle de l'administrateur, Monsieur Marc THILL, est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Marc THILL, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mai 2016.

Référence de publication: 2016104642/15.

(160076597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Atlantik S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 170.670.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2016.

Atlantik S.A.

Robin Naudin ten Cate

Director C

Référence de publication: 2016104640/14.

(160077042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

Amundi Islamic, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 142.984.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au Siège Social le 27 avril 2016

En date du 27 avril 2016, l'Assemblée Générale ordinaire a décidé de:

- Reconduire le mandat d'administrateur de Mr. Philippe Chossonnery, Mr. Dominique Couasse et Mr. Etienne Clément, pour une durée d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016;

- Reconduire le mandat du Réviseur d'Entreprises, Deloitte Audit S. à r.l., pour une durée d'un an expirant à la prochaine l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Luxembourg, le 2 mai 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016104651/16.

(160076219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

A&T Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1480 Luxembourg, 2A, boulevard Paul Eyschen.

R.C.S. Luxembourg B 49.536.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016104611/9.

(160076781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

b+ architectes, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6871 Wecker, 10, Op Huefdreisch.
R.C.S. Luxembourg B 112.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016104599/10.

(160076402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

e-Barrel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2728 Luxembourg, 13, rue Jules Wilhelm.
R.C.S. Luxembourg B 191.919.

Extrait des résolutions adoptées par les associés de la société le 4 mai 2016

Il résulte des résolutions des associés du 4 mai 2016 que:

Résolution unique:

Les associés décident d'approuver les transferts de soixante-seize (76) parts sociales de la société comme suit:

- trente-huit (38) parts sociales de Monsieur Matteo CIRIO à Monsieur Pietro CIRIO, né à Alice Bel Colle (Italie), le 28 juin 1940, demeurant en Italie à 14049 Nizza Monferrato, Montegrappa,3, suivant acte sous seing privé intervenu en date du 22 avril 2016;
- trente-huit (38) parts sociales de Monsieur Matteo CIRIO à Madame Chiara Gabriella PAGODI, née à Nizza Monferrato (Italie), le 17 juillet 1954, demeurant en Italie à 14033 Castell'Alfero, via Asti 44/C, suivant acte sous seing privé intervenu en date du 22 avril 2016;

Les actes de cessions de parts sociales seront enregistrés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2016.

Pour la gérance

Référence de publication: 2016104603/21.

(160076963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

A.L. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1309 Luxembourg, 8, rue Charles IV.
R.C.S. Luxembourg B 134.011.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire

Il résulte que l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 2 juin 2014 a décidé à l'unanimité

- de révoquer avec effet immédiat la société anonyme FIDUPLAN en tant que commissaire au compte.
- de nommer Monsieur Francis BINSFELD demeurant professionnellement à L-7740 Colmar-Berg, 30, Avenue Gordon Smith en tant que nouveau commissaire au compte. Son mandat expire lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en 2019
- de renouveler les mandats des administrateurs jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019 à savoir:
 - * Monsieur Patrick Castel demeurant 8, rue Charles IV à L-1309 Luxembourg.
 - * Monsieur Denis Repelowicz demeurant 7, rue Lou Koster à L-1872 Luxembourg.
 - * Monsieur Olivier Yahi demeurant 1, rue du Clair Matin à F-57310 Guénange
- de renouveler le mandat du délégué à la gestion journalière jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019 à savoir:

* Monsieur Patrick Castel demeurant 8, rue Charles IV à L-1309 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 22 avril 2016.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2016104608/23.

(160076731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2016.

**Agenda Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Ikra Sicav).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 180.690.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of March.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "EGM") of IKRA SICAV (the "Fund"), a public limited company qualifying as an investment company with variable share capital, with registered office in L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy, incorporated by a deed of Maître Paul Decker, then notary residing in Luxembourg, on 26 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2567 of 16 October 2013.

The EGM was opened at 2.30 p.m. under the chairmanship of Ms Amanda Anousaki, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Ms Norma Christmann, professionally residing in Luxembourg.

The Chairman declared and requested the notary to state that:

A. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Complete restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in order to (i) change the name of the Company to "AGENDA SICAV" and (ii) delete any reference to bearer shares in the Articles.

2. Miscellaneous

B. The meeting has been convened by notices containing the agenda published in the Mémorial, the Luxemburger Wort and the Tageblatt on 20 February 2016 and 7 March 2016.

C. The shareholders present and represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list intialled "ne varietur" by the shareholders present, by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies will be annexed to this deed, to be registered therewith.

D. As appears from the said attendance list out of 444,926.853 shares in issue, 52,335.507 shares are present or duly represented at this Extraordinary General Meeting. The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting has been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated above, for the day 17 February 2016 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained. In accordance with Article 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, the present meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are represented.

The shareholders have adopted, unanimously the following resolution:

Sole resolution

The meeting decide to change the name of the Company to "AGENDA SICAV" and to restate completely the articles of incorporation of the Company so as to henceforth read as follows:

Name, registered office, term and object of the company

Art. 1. Form, Name. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable" or "SICAV") bearing the name "AGENDA SICAV" (the "Company").

Art. 2. Registered office. The Company's registered office is located in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may establish branches, subsidiaries or other offices either in the Grand Duchy of Luxembourg or in foreign countries, except the United States of America, its territories or possessions, by resolution of the Company's board of directors (the "Board of Directors").

The Board of Directors is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg-City. The Company's registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Company's articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

If the Board of Directors determines that extraordinary political, economical, social or military events and developments have occurred or are imminent that would interfere with the ordinary course of business of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary and provisional mea-

asures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary and provisional transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Term. The Company has been established for an unlimited period of time.

By resolution of the shareholders made in the legally prescribed form in accordance with Article 31 of these Articles of Incorporation, the Company may be liquidated at any time.

Art. 4. Corporate object. The exclusive purpose of the Company is to invest the assets available to it in transferable securities and other assets permitted by law, in accordance with the principle of risk diversification and with the objective to provide the shareholders with the income from and the results of the management of its assets.

The Company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieve and promote this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with Part I of the law dated 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended from time to time (the "2010 Law").

Share capital, shares, net asset value

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 10 of these Articles of Incorporation.

The Board of Directors shall, at any time, establish one or several pool of assets, each constituting a compartment (a "sub-fund") within the meaning of article 181 of the 2010 Law.

The Board of Directors shall attribute specific investment objectives and policies and a specific denomination to each sub-fund.

The Company shall be considered as a single legal entity. However, the right of shareholders and creditors relating to a particular sub-fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a sub-fund are limited to the assets of such sub-fund. The assets of a sub-fund will be answerable exclusively for the rights of the shareholders relating to this sub-fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this sub-fund. As far as the relation between shareholders is concerned, each sub-fund will be deemed to be a separate entity.

The Board of Directors may issue share classes with specific characteristics within a sub-fund, for example with (i) a specific distribution policy, such as distributing or accumulating shares, or (ii) a specific commission structure in relation to issue and redemption, or (iii) a specific commission structure in relation to investment or advisory fees, or (iv) with various currencies of account, or (v) other specific characteristics as may be determined from time to time by the Board of Directors.

The minimum share capital of the Company must reach EUR 1,250,000.- (one million two hundred and fifty thousand Euros) within a period of six months following its approval by the Luxembourg supervisory authority, and thereafter may not be less than this amount.

Each share class may be sub-divided into one or several category(ies) as more fully described in the Company's sales documents.

In order to determine the share capital of the Company, the net assets allocated to each sub-fund will, in case they are not denominated in the accounting currency, be converted into such currency, and the share capital shall be the total of the net assets of all classes of all sub-funds.

The share capital of the Company may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-in shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

The Board of Directors may permit internal pooling and/or joint management of assets from particular sub-funds in the interests of efficiency. In this case, assets from different sub-funds will be managed together. The assets under joint management are referred to as a "pool". Pools are used exclusively for internal management purposes, are not separate units and cannot be accessed directly by shareholders.

Pooling

The Company may invest and manage all or part of the portfolio assets held by two or more sub-funds (for this purpose called "participating sub-funds") in the form of a pool. Such an asset pool is created by transferring to it cash and other assets (if these assets are in line with the investment policy of the pool concerned) from each of the participating sub-funds to the asset pool. The Company can then make further transfers to the individual asset pools. Equally, assets can also be transferred back to a participating sub-fund up to the amount of the participation of the sub-fund concerned.

The participation of a participating sub-fund in an asset pool is evaluated by reference to notional units of the same value in the relevant asset pool. When an asset pool is created, the Board of Directors shall specify the initial value of the notional units (in a currency that the Board of Directors considers appropriate) and allot to each participating sub-fund notional units having an aggregate value equal to the amount of the cash (or other assets) it has contributed. Thereafter, the value of the notional units will then be determined by dividing the net assets of the asset pool by the number of existing notional units.

The relevant Company's portfolio manager(s) will, on a consolidated basis for the relevant managed pooled asset of the participating sub funds, be entitled to make decisions on investments and sales of assets which have an influence on the composition of the Company's and its sub-funds' portfolio.

This pooling (for this purpose called the "pooling arrangement") applies to each and all investment categories which are held or acquired in the context of pooling. Decisions regarding investments and/or sales of investments have no effect on this pooling arrangement: further investments will be allotted to the pooled assets in the same proportions and, in the event of a sale of assets, these will be subtracted proportionately from the pooled assets held by the respective sub-funds.

If additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an asset pool, the notional units assigned to the participating sub-fund concerned will increase or diminish, as the case may be, by a number, which is determined by dividing the amount of cash or the value of assets contributed or withdrawn by the current value of the participating sub-fund's participation in the asset pool. If cash is contributed to the asset pool, for calculation purposes it is reduced by an amount that the Board of Directors considers appropriate in order to take account of any tax expenses as well as the closing charges and acquisition costs relating to the investment of the cash concerned. If cash is withdrawn, a corresponding deduction may be made in order to take account of any costs related to the disposal of securities or other assets of the asset pool.

Dividends, interests and other income-like distributions, which are obtained from the assets of an asset pool, are allocated to the asset pool concerned and thus lead to an increase in the respective net assets. If the Company is liquidated, the assets of an asset pool are allocated to the participating sub-funds in proportion to their respective share in the asset pool.

Joint management

In order to reduce operating, administrative and management costs and at the same time to permit broader diversification of investments, the Board of Directors may decide to manage part or all of the assets of one or more sub-funds in combination with assets that belong to other sub-funds or to other undertakings for collective investment. In the following paragraphs, the term "jointly managed entities" refers globally to the Company and each of its sub-funds and all entities with or between which a joint management agreement would exist; the term "jointly managed assets" refers to the entire assets of these jointly managed entities which are managed according to the same aforementioned agreement.

As part of the joint management agreement, the relevant Company's portfolio manager(s) will, on a consolidated basis for the relevant jointly managed entities, be entitled to make decisions on investments and sales of assets which have an influence on the composition of the Company's and its sub-funds' portfolio. Each jointly managed entity holds a portion in the jointly managed assets corresponding to the proportion of its net assets to the total value of the jointly managed assets. This proportionate holding (for this purpose called the "participation arrangement") applies to each and all investment categories which are held or acquired in the context of joint management. Decisions regarding investments and/or sales of investments have no effect on this participation arrangement: further investments will be allotted to the jointly managed entities in the same proportions and, in the event of a sale of assets, these will be subtracted proportionately from the jointly managed assets held by the individual jointly managed entities.

In the case of new subscriptions in one of the jointly managed entities, the subscription proceeds are to be allocated to the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the increase in net assets of the jointly managed entity having benefited from the subscriptions. The level of the investments will be modified by the transfer of assets from one jointly managed entity to the other, and thus adapted to suit the changed participation arrangement. Similarly, in the case of redemptions for one of the jointly managed entities, the necessary liquid funds shall be taken from the liquid funds of the jointly managed entities in accordance with the changed participation arrangement resulting from the reduction in net assets of the jointly managed entity which has been the subject of the redemptions, and in this case the particular level of all investments will be adjusted to suit the changed participation arrangement.

Shareholders should be aware that the joint management agreement may result in the composition of the assets of a particular sub-fund being affected by events which concern other jointly managed entities, e.g. subscriptions and redemptions, unless the members of the Board of Directors or one of the duly appointed agents of the Company resort to special measures. If all other aspects remain unchanged, subscriptions received by an entity under joint management with the sub-fund will therefore result in an increase in the cash reserve of this sub-fund. Conversely, redemptions of an entity under joint management with the sub-fund will result in a reduction of the cash reserve of this sub-fund. However, subscriptions and redemptions can be executed on the special account that is opened for each jointly managed entity outside the joint management agreement and through which subscriptions and redemptions must pass. Because of the possibility of posting extensive subscriptions and redemptions to these special accounts, and the possibility that the Board of Directors or one of the duly appointed agents of the Company may decide at any time to terminate the participation of the sub-fund in the joint management agreement, the sub-fund concerned may avoid having to rearrange its portfolio if this could adversely affect the interests of the Company, its sub-funds and its shareholders.

If a change in the portfolio composition of the Company or one or several of its relevant sub-funds as a result of redemptions or payments of fees and expenses referring to another jointly managed entity (i.e. which cannot be counted as belonging to the Company or the sub-fund concerned) might result in a violation of the investment restrictions applying to the Company or the particular sub-fund, the relevant assets will be excluded from the joint management agreement before implementing the change so that they are not affected by the resulting adjustments.

Jointly managed assets of a particular sub-fund will only be managed in common with assets intended to be invested according to the same investment objectives that apply to the jointly managed assets in order to ensure that investment

decisions are compatible in all respects with the investment policy of the particular sub-fund. Jointly managed assets may only be managed in common with assets for which the same portfolio manager is authorised to make decisions in investments and the sale of investments, and for which the custodian bank also acts as a depositary so as to ensure that the custodian bank is capable of performing its functions and responsibilities in accordance with the 2010 Law and statutory requirements in all respects for the Company and its sub-funds. The custodian bank must always keep the assets of the Company separate from those of the other jointly managed entities; this allows it to determine the assets of the Company and of each individual sub-fund accurately at any time. Since the investment policy of the jointly managed entities does not have to correspond exactly with that of a sub-fund, it is possible that their joint investment policy may be more restrictive than that of that sub-fund.

The Board of Directors may decide to terminate the joint management agreement at any time without giving prior notice.

Shareholders may enquire at any time at the Company's registered office as to the percentage of jointly managed assets and entities with which there is a joint management agreement at the time of their enquiry.

The composition and percentages of jointly managed assets must be stated in the annual reports.

Joint management agreements with non-Luxembourg entities are permissible if (i) the agreement in which the non-Luxembourg entity is involved is governed by Luxembourg law and Luxembourg jurisdiction or (ii) each jointly managed entity is equipped with such rights that no creditor and no insolvency or bankruptcy administrator of the non-Luxembourg entity has access to the assets or is authorised to freeze them.

Art. 6. Shares. The Company shall issue solely shares in registered form. The Board shall determine in the Company's sales documents in which denominations any shares in a sub-fund and/or share class are to be issued.

Any shares issued by the Company must be registered in the share register kept by the Company or one or more persons designated thereto by the Company. This share register will contain the name of each holder of shares, his or her residence or another address indicated to the Company, the number of shares held by that person as well as the sub-fund and, the case being, the share class of the relevant shares and the amount paid up on each share. Each transfer or any other form of legal assignment of a share must be registered in the share register.

Entry in the share register provides evidence of ownership of the shares. The Company may issue written confirmation of the shares held.

The transfer of shares is effected by the handover of documents providing sufficient evidence of the transfer to the Company or through a declaration of transfer which is entered in the share register and signed and dated by the transferor and the transferee or by persons authorised to do so.

If a share is registered in the name of several persons, the first shareholder entered in the register is deemed to be empowered to act on behalf of all the other coowners and shall be the only person entitled to receive notices on the part of the Company.

The Company is entitled to consider, the person in whose name the shares are registered, as rightful owner of the shares. In connection with any measures affecting these shares, the Company will only be liable to the aforementioned persons and under no circumstances to any third parties. It has the power to view all rights, interests or claims of persons, other than those persons in whose name the shares are registered, as null and void in respect of these shares; this does not, however, exclude the right of a third party to demand the proper entry of a share or a change to such entry.

If a shareholder does not provide the Company with his/her address, this will be noted in the share register and the registered office of the Company, or another address entered in the share register by the Company, will be deemed to be the address of that shareholder until such time as he/she provides the Company with another address. Shareholders may arrange to have the address registered in the Company's share register changed at any time. This takes place by means of written notification to the Company at its registered office or to an address determined by the Company from time to time.

If shareholders in the Company provide sufficient evidence that their share certificates (if any have been issued) have been misplaced, stolen or destroyed, they will receive upon demand and under observance of the conditions laid down by the Company, which may require some form of security, a duplicate of their certificate(s). If prescribed or permitted by the applicable laws and as determined by the Company in observance of such laws, these conditions may include insurance taken out with an insurance company. Upon issue of new share certificates, which must bear a note indicating that they are duplicates, the original certificate(s), which the new one(s) replace(s), cease to be valid.

Upon instructions from the Company, damaged share certificates may be exchanged for new share certificates. The damaged share certificates must be handed over to the Company and immediately cancelled.

At the Company's discretion, it may charge shareholders with the costs of the duplicate or of the new share certificate and with those costs incurred by the Company upon the issue and registration of these certificates or the destruction of the old certificates.

The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Fractions of shares do not give holders any voting rights but entitle them to participate in the income of the relevant sub-fund or the relevant share class on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of shares. The Board of Directors is fully entitled at any time to issue new fully paid-in shares with no par value in any sub-fund and/or share class without, however, granting existing shareholders preferential rights in respect of the subscription of the new shares.

The issue of new shares takes place on each of the valuation dates determined by the Board of Directors in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and the terms and conditions contained in the sales document.

The issue price for a share is the net asset value, or in case of newly launched sub-funds and/or classes the initial subscription price, as determined by the Board of Directors, per share calculated for each sub-fund and/or each relevant share class pursuant to Article 10 of these Articles of Incorporation plus any costs and commissions laid down by the Board of Directors for the sub-fund and share class concerned. The issue price is payable within the period laid down by the Board of Directors, and no later than eight days after the valuation date concerned unless shorter deadlines are specified in the Company's sales documents relating to the respective sub-fund and/or share class.

The Board of Directors may accept full or partial subscriptions in kind at its own discretion. In this case the capital subscribed in kind must be harmonised with the investment policy and restrictions of the particular sub-fund. Moreover, the value of any assets contributed in kind will be subject to a report of an auditor (réviseur d'entreprises agréé). Any associated costs will be payable by the investor.

The Board of Directors may limit the frequency of share issues for each sub-fund and each share class; in particular the Board of Directors may resolve that shares are only to be issued within a particular time.

The Board of Directors reserves the right to wholly or partially reject any subscription application or to suspend the issue of shares in one or more or all of the sub-funds and share classes at any time and without prior notification. The custodian bank will immediately reimburse payments made in such cases for subscription applications that have not been executed.

Furthermore, the Board of Directors may impose conditions on the issue of shares in any sub-fund and/or share class (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription amount and minimum amount of any additional investments, as well as a minimum holding amount which any shareholder is required to comply. Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Company's sales documents.

If determination of the net asset value of a sub-fund and/or share class is suspended pursuant to Article 11 of these Articles of Incorporation, no shares in the affected sub-fund or share class will be issued for the duration of the suspension.

For the purpose of issuing new shares, the Board of Directors may assign to any member of the Board of Directors or to appointed officers of the Company or any other authorised person the task of accepting the subscription, receiving the payment and delivering the shares.

Art. 8. Redemption and conversion of shares. Any shareholder in the Company may request the Company to redeem all or part of his/her shares under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents and within the limits provided by any applicable law and these Articles of Incorporation.

In such cases, the Company will redeem the shares while observing the restrictions laid down by law and subject to the suspension of such redemptions by the Company stipulated in Article 11 of these Articles of Incorporation. The shares redeemed by the Company will be cancelled.

Shareholders receive a redemption price calculated on the basis of the relevant net asset value of the relevant sub-fund and/or share class of a sub-fund in line with statutory regulations and the terms of these Articles of Incorporation and in accordance with the terms and conditions laid down by the Board of Directors in the sales documents.

A redemption application must be made irrevocably and in writing and addressed to the registered office of the Company in Luxembourg or at offices of a person (or institution) appointed by the Company. With shares for which certificates have been issued, the share certificates must be submitted in good order with the redemption application, attaching any renewal certificates and any coupons not yet due (for bearer shares only).

A commission in favour of the Company or the Company's distributor may be deducted from the net asset value, together with a further amount to make up for the estimated costs and expenses that the Company could incur in realising the assets in the body of assets affected, in order to finance the redemption request, at a rate provided for in the sales documents.

The redemption price must be paid in the currency in which the shares in the relevant sub-fund and/or share class are denominated or in another currency that may be determined by the Board of Directors, within a time to be determined by the Board of Directors of not more than eight days after the later of either (i) the relevant valuation date or (ii) after the day when the share certificates have been received by the Company, irrespective of the terms and conditions of Article 11 of these Articles of Incorporation.

With the approval of the affected shareholders, the Board of Directors (while observing the principle of equal treatment of all shareholders) may at its own discretion execute redemption requests wholly or partly in kind without prejudice to the remaining shareholders by allocating to such shareholder assets from the sub-fund portfolio equivalent in value to the net asset value of the redeemed shares, as described more fully in the sales documents. Moreover, these assets are audited by the Company's auditor. Any associated costs will be payable by the investor.

If on any valuation day, redemption requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the net asset value of any sub-fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the relevant sub-fund. On the next dealing day following that period, these redemption requests will be met in priority to later requests.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by a shareholder in any share class of any sub-fund would fall below such value as determined by the Board of Directors and described in the sales documents, the Company may decide that this request shall be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such share class of the applicable sub-fund.

The Board of Directors may decide from time to time that shareholders are entitled to request the conversion of whole or part of their shares into shares of another share class of the same sub-fund or of another sub-fund of the Company. In such cases, the Company will convert the shares subject to the suspension of such conversions by the Company stipulated in Article 11 of these Articles of Incorporation and the Board of Directors will (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and frequency of conversions and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If on any valuation day, conversion requests pursuant to this Article exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the net asset value of any sub-fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interests of the relevant sub-fund. On the next dealing day following that period, these conversion requests will be met in priority to later requests.

The Board of Directors may, in its entire discretion, decide that if as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any sub-fund and/or share class would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, the Company may decide to treat this request as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such share class and/or sub-fund.

The price for the conversion of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two share classes concerned, calculated on the same valuation date or any other day as determined by the Board of Directors in accordance with Article 10 of these Articles of Incorporation and the rules laid down in the sales documents. Conversion fees, if any, may be imposed upon the shareholder(s) requesting the conversion of his shares at a rate provided for in the sales documents. A conversion application must be made irrevocably and in writing and addressed to the registered office of the Company in Luxembourg or at offices of a person (or institution) appointed by the Company. The shares which have been converted shall be cancelled.

Art. 9. Restrictions on the ownership of shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority or of the provisions of the Company's sales documents and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law, requirement or provision or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (each an "unauthorised person"). To this end the Company may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by an unauthorised person or a person holding more than a certain percentage of capital determined by the Board of Directors;

b) demand at any time from persons whose names have been entered in the share register, or who apply for entry of a transfer of shares in the share register, to furnish information supported by a declaration under oath of a nature that it considers necessary in order to decide whether the shares of the person concerned are in the beneficial ownership of an unauthorised person or whether the entry would lead to the beneficial ownership of these shares by an unauthorised person;

c) refuse to recognise the votes of an unauthorised person at a general meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any unauthorised person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held in the following manner:

(1) The Company serves a notice (hereinafter referred to as "Notice of Purchase") to the shareholder owning the shares, or the person who is registered in the share register as the owner of the shares to be bought. In the said Notice of Purchase the shares to be bought are listed together with the method of calculating the purchase price and the name of the buyer.

(2) Such notice will be sent to the shareholder by registered letter at his last known address or to the address listed in the books of the Company. The shareholder is then obliged to release to the Company the shares certificate(s) (if issued) listed in the Notice of Purchase. At close of business on the day fixed in the Notice of Purchase, the shareholder ceases to be owner of the shares listed in the Notice of Purchase. The shareholder's name will be struck from the share register.

(3) The price at which each such share is to be purchased (the "Purchase Price") shall be an amount based on the net asset value per share as at the valuation day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the Notice of Purchase or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified (if issued) in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 10 hereof, less any service charge provided therein.

(4) The payment of the Purchase Price to the former owner of the shares will normally be made in the currency laid down by the Board of Directors for the payment of the redemption price for the shares. After it has been finally determined,

this price will be deposited by the Company at a bank (mentioned in the Notice of Purchase) in Luxembourg or abroad with a view to paying it out to this owner mentioned in the Notice of Purchase together with any coupons not yet due.

After the Notice of Purchase has been sent as described above, the former owner no longer has any right to these shares nor any claim against the Company or its assets in this connection, except for the claim for receipt of the Purchase Price (without interest) from the bank mentioned as described above. Amounts owed to a shareholder pursuant to this paragraph that are not claimed within a five-year period commencing on the date fixed in the Notice of Purchase may no longer be claimed thereafter and return to the Company. The Board of Directors has the powers to undertake all necessary measures to effect the reversion.

(5) The exercise of the powers granted in this Article by the Company may not under any circumstances be questioned or declared ineffective by giving the excuse that ownership of the shares by a person has not been sufficiently proved or that ownership relationships were other than they appeared to be on the date of the Notice of Purchase. This, however, requires that the Company exercises its powers in good faith.

Art. 10. Determination of the net asset value. In order to determine the issue and redemption price, the net asset value of each share class in each sub-fund will be periodically calculated by the Company under the terms and conditions as laid down in the Company's sales documents, and not less than twice every month. Every such day for the determination of the net asset value is referred to in these Articles of Incorporation as a "Valuation Date".

The net asset value of each sub-fund will be calculated in the reference currency of the sub-fund concerned and will be determined in accordance with the following principles:

The net asset value per share will be determined as of any Valuation Date (as determined in the sales documents) by the assets relating to the particular sub-fund minus the liabilities allocated to that sub-fund divided, by the number of shares in circulation in the sub-fund in question on any Valuation Date in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the Board of Directors shall determine.

For sub-funds for which various share classes have been issued the net asset value will be determined for each separate share class. In such cases, the net asset value of a sub-fund that is allocable to a particular share class will be divided by the number of shares in circulation in that share class. The Board of Directors may resolve to round the net asset value up or down to the next amount in the currency concerned.

The net asset value of the Company is calculated by adding up the total net assets of all the sub-funds.

Valuation of each sub-fund and of each of the different share classes follows the criteria below:

1. The assets of the Company shall include:

- a) all cash and cash equivalents including accrued interest;
- b) all outstanding receivables, including interest receivables on accounts and custody accounts, and income from securities that have been sold but not yet delivered;
- c) all securities, money-market instruments, fund units, debt instruments, subscription rights, warrants, options and other financial instruments and other assets held by the Company or acquired for its account;
- d) all dividends and dividend claims, provided that it is possible to obtain sufficiently well established information on them and that the Company may make value adjustments in respect of price fluctuations arising from ex-dividend trading or similar practices;
- e) all accrued interest on interest-bearing assets held by the Company unless these form part of the face value of the asset concerned;
- f) costs of establishing the Company that have not been written off;
- g) any other assets including prepaid expenses.

These assets are valued in accordance with the following rules:

- a) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- b) Securities, derivatives and other investments listed on an official stock exchange are valued at the last known market prices. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply.

In the case of securities, derivatives and other investments where trading of these assets on the stock exchange is thin but which are traded between securities dealers on a secondary market using standard market price formation methods, the Company can use the prices on this secondary market as the basis for their valuation of these securities, derivatives and other investments. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but that are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates regularly, in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.

c) Securities and other investments that are not listed on a stock exchange or traded on any other regulated market, and for which no reliable and appropriate price can be obtained, will be valued by the Company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.

d) The valuation of derivatives that are not listed on a stock exchange (OTC derivatives) is made by reference to independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation price obtained will be verified by employing methods of calculation recognised by the Company and the auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative has been derived.

e) Units or shares of other undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS") and/or undertakings for collective investment ("UCI") will be valued at their last net asset value.

f) For money market instruments, the valuation price will be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments will be brought into line with the new market yields.

For sub-funds that predominantly invest in money market instruments,

- securities with a residual maturity of less than 12 months are valued in accordance with the ESMA guidelines for money market instruments;

- interest income earned by sub-funds up to and including the second valuation date following the Valuation Date concerned is included in the valuation of the assets of the sub-funds concerned. The asset value per share on a given valuation date therefore includes projected interest earnings as at two Valuation Dates hence.

g) Securities, money market instruments, derivatives and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant sub-fund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) obtained from external price providers.

h) Time deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.

i) The value of swap transactions is calculated by an external service provider and a second independent valuation is made available by another external service provider. The calculation is based on the net present value of all cash flows, both inflows and outflows. In some specific cases, internal calculations based on models and market data available from Bloomberg and/or broker statement valuations may be used. The valuation methods depend on the respective security and are determined pursuant to the Company's Valuation Policy. This valuation method is recognised by the Company and is audited by the Company's auditor.

The Company is entitled to apply other appropriate valuation principles which have been determined by it in good faith and are generally accepted and verifiable by auditors to the Company's assets as a whole or of an individual sub-fund if the above criteria are deemed impossible or inappropriate for accurately determining the value of the sub-funds concerned due to extraordinary circumstances or events.

In the event of extraordinary circumstances or events, additional valuations, which will affect the prices of the shares to be subsequently issued, redeemed or converted, may be carried out within one day.

If on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a sub-fund leads to a net cash in- or outflow, the net asset value of the share classes may be adjusted for that trading day. The maximum adjustment may extend up to a certain percentage (%) of the net asset value (prior to the adjustment). Both the estimated transaction costs and taxes incurred by the sub-fund may be taken into account and the estimated bid/offer spread for the assets in which the sub-fund invests may be considered. The adjustment will result in an increase in the net asset value in the event of a net cash inflow into the sub-fund concerned. It will result in a reduction in the net asset value in the event of a net cash outflow from the sub-fund concerned. The Board of Directors may lay down a threshold figure for each sub-fund in the Company's sales documents. This may consist in the net movement on a trading day in relation to net company assets or to an absolute amount in the currency of the sub-fund concerned. The net asset value would be adjusted only if this threshold were to be exceeded on a given trading day.

The Company is entitled to take the measures described in greater detail in the sales documents in order to ensure that subscriptions or redemptions of shares in the Company do not involve any of the business practices known as market timing or late trading in respect of investments in the Company.

2. The liabilities of the Company shall include:

a) all borrowings and amounts due;

b) all known existing and future liabilities, including liabilities to pay in money or in kind arising from contractual liabilities due and dividends that have been approved but not yet paid out by the Company;

c) reasonable provisions for future tax payments and other provisions approved and made by the Board of Directors, as well as reserves set up as provision against miscellaneous liabilities of the Company;

d) any other liabilities of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company will consider any expenses to be paid comprising the costs of establishing the Company, fees for the management company (if any), investment advisers, portfolio managers, the Custodian bank, the domicile and administration agent, the registrar and transfer agent, any paying agent, other distributors and permanent agents in countries where the shares are sold, and any other intermediaries of the Company. Other items to be considered include the remuneration and expenses of members of the Board of Directors, insurance premiums, fees and costs in connection with the registration of the Company at authorities

and stock exchanges in Luxembourg and at authorities and stock exchanges in any other country, fees for legal advice and for auditing, advertising costs, printing costs, reporting and publication costs including the costs of publishing announcements and prices, the costs of preparing and carrying out the printing and distribution of the sales documents, information material, regular reports, the cost for preparing and reclaiming withholding tax, taxes, duties and similar charges, any other expenses related to the day-to-day running of the business including the costs of buying and selling assets, interest, bank and brokers' charges, and physical and electronical mailing and telephone costs. The Company may set administrative and other costs of a regular, reoccurring nature in advance on the basis of estimated figures for annual or other periods and may add these together in equal instalments over such periods.

3. The Company will undertake the allocation of assets and liabilities to the sub-funds, and the share classes, as follows:

a) If several share classes have been issued for a sub-fund, all of the assets relating to each share class will be invested in accordance with the investment policy of that sub-fund.

b) The value of shares issued in each share class will be allocated in the books of the Company to the sub-fund of this share class; the portion of the share class to be issued in the net assets of the relevant sub-fund will rise by this amount; receivables, liabilities, income and expenses allocable to this share class will be allocated in accordance with the provisions of this Article to this sub-fund.

c) Derivative assets will be allocated in the books of the Company to the same sub-fund as the assets from which the related derivative assets have been derived and, with each revaluation of an asset, the increase or reduction in value will be allocated to the relevant sub-fund.

d) Liabilities in connection with an asset belonging to a particular sub-fund resulting from action in connection with this sub-fund will be allocated to this sub-fund.

e) If one of the Company's assets or liabilities cannot be allocated to a particular sub-fund, such receivables or liabilities will be allocated to all of the sub-funds pro rata to the respective net asset value of the sub-funds, or on the basis of the net asset value of all share classes in the sub-fund, in accordance with the determination made in good faith by the Board of Directors. The assets of a sub-fund can only be used to offset the liabilities which the sub-fund concerned has assumed.

f) Distributions to the shareholders in a sub-fund or a share class reduce the net asset value of this sub-fund or of this share class by the amount of the distribution.

4. For the purposes of this Article, the following terms and conditions apply:

a) Shares of the Company to be redeemed under Articles 8 and 9 of these Articles of Incorporation shall be treated as existing shares in circulation and taken into account until immediately after the time on the Valuation Date on which such valuation is made, as determined by the Board of Directors. From such time and until paid by the Company, the redemption price shall be deemed to be a liability of the Company;

b) Shares count as issued from the time of their valuation on the relevant Valuation Date on which such valuation is made, as determined by the Board of Directors. From such time and until payment received by the Company, the issue price shall be deemed to be a debt due to the Company;

c) Investment assets, cash and any other assets handled in a currency other than that in which the net asset value is denominated will be valued on the basis of the market and foreign exchange rates prevailing at the time of valuation.

d) If on any Valuation Date the Company has contracted to:

purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various sub-funds.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a sub-fund will be converted into the reference currency of such sub-fund at the rate of exchange determined on the relevant Valuation Date in good faith by or under procedures established by the Board of Directors. The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

Art. 11. Temporary suspension of the calculation of net asset value and of the issue, redemption and conversion of shares. The Company is authorised to temporarily suspend the calculation of the net asset value and the issue, redemption and conversion of the shares of any sub-fund in the following circumstances:

a) during any period when any of the stock exchanges or other markets on which the valuation of a significant and substantial part of any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time is based, or any of the foreign-exchange markets in whose currency the net asset value any of the investments of the Company attributable to such sub-fund from time to time or a significant portion of them is denominated, are closed - except on customary bank holidays - or during which trading and dealing on any such market is suspended or restricted or if such markets are temporarily exposed to severe fluctuations, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such sub-fund quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such sub-fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such sub-fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such sub-fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such sub-fund, or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

e) if political, economic, military or other circumstances beyond the control or influence of the Company make it impossible to access the Company's assets under normal conditions without seriously harming the interests of the shareholders;

f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such sub-fund, cannot promptly or accurately be ascertained;

g) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of the liquidation of the Company;

h) to the extent that such suspension is justified by the necessity to protect the shareholders, upon publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of the merger of the Company or one or more of its sub-funds, or upon publication of a notice informing the shareholders of the decision of the board of directors to merge one or more sub-fund(s);

i) when restrictions on foreign exchange transactions or other transfers of assets render the execution of the Company's transactions impossible; or

k) in case of a feeder sub-fund, when the master UCITS temporarily suspends, on its own initiative or at the request of its competent authorities, the redemption, the reimbursement or the subscription of its units; in such a case the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the feeder sub-fund will be for a duration identical to the duration of the suspension of the calculation of the net asset value at the level of the master UCITS.

The suspension of the calculation of the net asset value of any particular sub-fund shall have no effect on the determination of the net asset value per share or on the issue, redemption and conversion of shares of any sub-fund that is not suspended.

Any such suspension of the net asset value will be notified to investors having made an application for subscription, redemption or conversion of shares in the sub-fund(s) concerned and will be published if required by law or decided by the Board of Directors or its agent(s) at the appropriate time.

Administration and supervision

Art. 12. The Board of Directors. The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members (each a "Director"). The members of the Board of Directors do not have to be shareholders in the Company. They are appointed by the general meeting for a maximum term of office of six years. The general meeting will also determine the number of members of the Board of Directors, their remuneration and their term of office. Members of the Board of Directors will be elected by a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

If the office of a member of the Board of Directors appointed by the general meeting of shareholders becomes vacant before the mandate has expired, the remaining members of the Board of Directors thus appointed may temporarily co-opt a new member; the shareholders will make a final decision on this at the general meeting immediately following the appointment.

Art. 13. Meetings of the board of directors. The Board of Directors will elect a chairman and may elect one or more vice-chairmen from amongst its members. It may appoint a secretary, who does not have to be a member of the Board of Directors, and who will record and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and the general meetings. Meetings of the Board of Directors will be convened by the chairman or by two of its members; it meets at the location given in the notice of the meeting.

The chairman will chair the meetings of the Board of Directors and the general meetings. In his absence, the shareholders or the members of the Board of Directors may appoint by simple majority another member of the Board of Directors or, for general meetings, any other person as chairman.

Except in emergencies, which must be substantiated, invitations to meetings of the Board of Directors shall be sent in writing at least twenty-four hours in advance prior to the date set for such meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telefax, email or any other similar means of communication, of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Members of the Board of Directors may give each other power-of-attorney to represent them at meetings of the Board of Directors in writing, by email, telefax or similar means of communication. A Director may represent more than one member of the Board of Directors.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or similar means of communications allowing the identification of each participating Director. These means must comply with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorised to vote by video or by telephone or similar means of communications.

The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a half of its members is present or represented unless these Articles of Incorporation provide otherwise and without prejudice to specific legal provisions.

Resolutions by the Board of Directors must be recorded in minutes and the minutes must be signed by the chairman of the Board of Directors, or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Resolutions by the Board of Directors are made by simple majority of the members present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Written resolutions approved and signed by all members of the Board of Directors shall have the same effect as resolutions taken at meetings of the Board of Directors. Such resolutions may be approved by each member of the Board of Directors in writing, by telefax, email or similar means of communication. Such approvals may be given in a single or in several separate documents and must in any event be confirmed in writing and the confirmation attached to the written resolutions.

Art. 14. The powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in Article 17 of these Articles of Incorporation for and on behalf of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders, are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may appoint a management company submitted to Chapter 15 of the 2010 Law in order to carry out the functions described in Annex II of the 2010 Law.

Art. 15. Signatory powers. Vis-à-vis third parties, the Company shall be legally bound by the joint signature of any two members of the Board of Directors or the joint or sole signature(s) of persons who have been granted such signatory power by the Board of Directors or by any two Directors, but only within the limits of such power.

Art. 16. Delegation of powers of representation. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person and may, in particular appoint any officers, including managers, managing directors, or any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be revoked at any time by the Board of Directors. These officers need not be Directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 17. Investment policy. The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each sub-fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, provided that at all times the investment policy of the Company and each of its sub-funds complies with Part I of the 2010 Law, and any other laws and regulations with which it must comply with in order to qualify as UCITS under article 1(2) of Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 ("Directive 2009/65/EC") or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as

shall be described in the Company's sales documents. Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made as follows:

17.1 Permitted investments of the Company

The Company's and each of its sub-funds' investments comprise only one or more of the following:

a) transferable securities and money market instruments that are listed or traded on a regulated market, as defined in Article 4 point 1 (14) of Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004;

b) transferable securities and money market instruments that are traded on another regulated market in a Member State which operates regularly and is recognised and open to the public. For the purpose of these Articles of Incorporation, the term "Member State" refers to a Member State of the European Union, it being understood that the States that are contracting parties to the Agreement creating the European Economic Area other than the Member States of the European Union, within the limits set forth by this agreement and related acts, are considered as equivalent to Member States of the European Union;

c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or traded on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public, such stock exchange or market being located within any European, American, Asian, African, Australasian or Oceania country (hereinafter called "approved state");

d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market referred to under paragraphs a) to c) above and that such admission is secured within one year of issue;

e) units of UCITS authorised according to Directive 2009/65/EC and/or other UCIs within the meaning of Article 1 (2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, whether or not established in a Member State, provided that:

(i) such other UCIs have been approved in accordance with a law subjecting them to supervision which is considered by the Luxembourg supervisory authority of the financial sector ("CSSF") as equivalent to that laid down in Community law, and that co-operation between authorities is sufficiently ensured.

(ii) the level of guaranteed protection for unitholders in such other UCIs is equivalent to the level of protection provided for the unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money-market instruments that are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC;

(iii) the business operations of the other UCIs is reported in semi annual and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income, transactions and operations during the reporting period;

(iv) no more than 10% of the UCITS or other UCIs whose acquisition is envisaged can, in accordance with their respective sales prospectus, management regulations or articles of incorporation, be invested in aggregate in units of other UCITS or UCIs.

Each sub-fund may also acquire shares of another sub-fund subject to the provisions of Article 17.2 paragraph c) of these Articles of Incorporation.

f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State or, if the registered office of the credit institution is situated in a non EU Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in paragraphs a), b) and c) above and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

(i) the underlying consists of instruments covered by paragraphs a) to h), financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to the investment objectives of its sub-funds;

(ii) the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF; and

(iii) the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market as referred to in paragraphs a) to c) above and which fall under this Article 17.1, if the issue or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that these instruments are:

(i) issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong; or

(ii) issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in paragraphs a), b) or c) above; or

(iii) issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law; or

(iv) issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent of this paragraph h) and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million Euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

However, the Company and each of its sub-funds may invest no more than 10% of its net assets in transferable securities or money market instruments other than those referred to in paragraph a) to h) above.

Moreover, the Company and each of its sub-funds may hold liquid assets on an ancillary basis, and may acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

17.2 Risk diversification and investment restrictions

The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, determine any restrictions which shall be applicable to the investments of the Company and its sub-funds, in accordance with Part I of the 2010 Law. In particular:

a) The Company may invest up to 100% of the assets of any sub-fund, in accordance with the principle of risk-spreading, in different transferable securities and / or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities, by an OECD Member State or by public international bodies of which one or more Member States are members, provided that the Sub-Fund holds securities and / or money market instruments from at least six different issues and securities and / or money market instruments from one issue do not account for more than 30 % of its total net assets.

b) The Company may invest a maximum of 20% of the net assets of any sub-fund in shares and/or debt securities issued by the same body when the aim of the investment policy of the relevant sub-fund to replicate the composition of a certain stock or debt securities index which is recognised by the CSSF, on the following basis:

- (i) the composition of the index is sufficiently diversified;
- (ii) the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers;
- (iii) it is published in an appropriate manner.

This 20% limit is raised to 35 % where that proves to be justified by exceptional market conditions in particular in regulated markets where certain transferable securities or money market instruments are highly dominant. The investment up to this limit is only permitted for a single issuer.

c) Each sub-fund may also subscribe for, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more other sub-funds of the Company subject to additional requirements which may be specified in the sales documents, if:

- (i) the target sub-fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this target sub-fund; and
- (ii) no more than 10% of the assets of the target sub-funds whose acquisition is contemplated maybe invested in aggregate in shares of other UCITS; and
- (iii) voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned; and

(iv) in any event, for as long as these securities are held by the relevant sub-fund, their value will not be taken into consideration for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law; and

(v) there is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the sub-fund having invested in the target sub-fund, and this target sub-fund.

d) Provided that they continue to observe the principles of diversification, newly established sub-funds and merging sub-funds may deviate from the specific risk diversification restrictions mentioned above for a period of six months after being approved by the authorities respectively after the effective date of the merger.

e) Provided the particular sub-fund's investment policy does not specify otherwise, it may invest no more than 10% of its assets in other UCITS or UCIs or in other sub-funds of the Company.

f) All other investment restrictions are specified in the Company's sales documents.

In addition, the Company is authorised for each of its sub-funds to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments under the conditions and within the limits laid down by the CSSF provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management. When these operations concern the use of derivative instruments, these conditions and limits shall conform to the provisions laid down in these Articles of Incorporation as well as in the Company's sales documents and the 2010 Law. Under no circumstances shall these operations cause the Company to diverge, for any sub-fund, from its investment objectives as laid down, the case being for the relevant sub-fund, in these Articles of Incorporation or in the Company's sales documents.

17.3 Specific rules for sub-funds established as a master/feeder structure

(i) A feeder sub-fund is a sub-fund of the Company, which has been approved to invest, by way of derogation from article 2, paragraph (2), first indent of the 2010 Law, at least 85% of its assets in units of another UCITS or sub-fund thereof (hereafter referred to as the "master UCITS").

(ii) A feeder sub-fund may hold up to 15% of its assets in one or more of the following:

a) ancillary liquid assets in accordance with Article 17.1 last paragraph of these Articles of Incorporation;

b) financial derivative instruments, which may be used only for hedging purposes, in accordance with Article 17.1 paragraph g) of these Articles of Incorporation and Article 42, paragraphs (2) and (3) of the 2010 Law;

c) movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business.

(iii) For the purposes of compliance with Article 42, paragraph (3) of the 2010 Law, the feeder sub-fund shall calculate its global exposure related to financial derivative instruments by combining its own direct exposure under Article 17.3 paragraph (ii) b) of these Articles of Incorporation with:

a) either the master UCITS' actual exposure to financial derivative instruments in proportion to the feeder sub-fund's investment into the master UCITS;

b) or the master UCITS' potential maximum global exposure to financial derivative instruments provided for in the master UCITS management regulations or instruments of incorporation in proportion to the feeder sub-fund's investment into the master UCITS.

(iv) A master UCITS is a UCITS, or a sub-fund thereof, which:

a) has, among its shareholders, at least one feeder UCITS;

b) is not itself a feeder UCITS; and

c) does not hold units of a feeder UCITS.

(v) If a master UCITS has at least two feeder UCITS as shareholders, article 2, paragraph (2), first indent and Article 3, second indent of the 2010 Law shall not apply.

Art. 18. Investment advisers / Portfolio managers. The Board of Directors may appoint one or more individuals or legal entities to be investment advisers and/or portfolio managers. The investment adviser has the task of extensively supporting the Company with recommendations in the investment of its assets. It does not have the power to make investment decisions or to make investments on his own. The portfolio manager is given the mandate of investing the Company's assets.

Art. 19. Conflicts of interest. No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in such other company or firm by a close relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity, provided that the Company obliges itself to never knowingly sell or lend assets of the Company to any of its Directors or officers or any company or firm controlled by them.

In the event that any Director of the Company may have any interest in any contract or transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall cause a record of this statement to be included in the minutes of the meeting of the Board of Directors. The relevant Director shall not consider, deliberate or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Director's or officer's opposite interest therein, shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholder(s) before any other resolution is put to vote.

The provisions of the preceding paragraph are not applicable when the decisions of the Board of Directors concern day-to-day operations engaged at arm's length.

Interests for the purposes of this Article do not include interests affecting the legal or commercial relationships with the investment adviser, portfolio manager, the custodian bank, the central administration or other parties determined by the Board of Directors from time to time.

Art. 20. Remuneration of the board of directors. The remuneration of the members of the Board of Directors is determined by the general meeting. It also includes expenses and other costs incurred by members of the Board of Directors in the exercise of their duties, including any costs for measures related to legal proceedings against them unless these were the result of wilful misconduct or gross negligence on the part of the member of the Board of Directors concerned.

Art. 21. Auditor. The annual financial statements of the Company and of the sub-funds will be audited by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who will be appointed by the general meeting and whose fee will be charged to the Company's assets.

The auditor will perform all of the duties prescribed in the 2010 Law.

General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. Rights of the general meeting. The general meeting of shareholders of the Company represents all of the shareholders of the Company as a whole, irrespective of the sub-fund and/or share class in which they are shareholders. Resolutions by the general meeting in matters of the Company as a whole are binding on all shareholders regardless of the sub-fund and/or share class held by them. The general meeting has all the powers required to order, execute or ratify any actions or legal transactions by the Company.

Art. 23. Procedures for the general meeting. General meetings are convened by the Board of Directors.

They must be convened upon demand by shareholders holding at least ten per cent (10%) of the capital of the Company. Such general meeting has to take place within a period of one month.

The annual general meetings are held in accordance with the provisions of Luxembourg law once a year at 11.30 a.m. on the 15th day of April at the registered offices of the Company or such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting. If the 15th day of April happens to be a holiday, the ordinary general meeting shall be held on the next following business day.

If the aforementioned day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next Luxembourg bank business day. In this context, "bank business day" refers to the normal bank business days (i.e. each day on which banks are open during normal business hours) in Luxembourg, with the exception of individual, non-statutory rest days.

Additional, extraordinary general meetings may be held at locations and at times set out in the notices of meeting.

Convening notices to general meetings shall be made in the form prescribed by law. The convening notices to general meetings may provide that the quorum and the majority requirements at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the general meeting (referred to as "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise the voting rights attaching to his/her shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date. The convening notices will be announced to shareholders in accordance with legal requirements and, if appropriate, in additional newspapers to be laid down by the Board of Directors.

If all shareholders are present or represented and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without convening notice of meeting in accordance with the foregoing conditions.

The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the shareholders agree to another agenda.

Each full share of whatever sub-fund and/or whatever share class of a sub-fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post, facsimile, mail or any other similar means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice to the meeting.

The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received five (5) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

Decisions affecting the interests of all shareholders in the Company will be made at the general meeting while decisions affecting only the shareholders in a particular sub-fund and/or a particular share class of a sub-fund will be made at the general meeting of that sub-fund and/or share class.

Unless otherwise provided by law or in these Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shares present or represented.

Art. 24. General meeting of a sub-fund or share class of sub-funds. The shareholders in a sub-fund or share class of a sub-fund may hold general meetings at any time to decide matters relating exclusively to that sub-fund or share class.

The provisions in Article 23, paragraphs 1, 2 and 6-14 shall apply accordingly to such general meetings.

Each full share of whatever sub-fund or share class of a sub-fund is entitled to one vote pursuant to the provisions of Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholder by appointing another person ('representative') by his power-of-attorney ('proxy') in writing or by facsimile, mail or any other similar means of communication. Such person does not need to be a shareholder and may be a Director or appointed officer of the Company.

Unless otherwise provided for by law or in the current Articles of Incorporation, resolutions of the general meeting are passed by simple majority of the shares present or represented at the meeting.

All resolutions of the general meetings of the Company that change the rights of the shareholders in a particular sub-fund and/or share class of a sub-fund in relation to the rights of shareholders in another sub-fund and/or another share class will be submitted to the shareholders in this other sub-fund and/or share class pursuant to article 68 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

Art. 25. Liquidation and merger of sub-funds and/or share classes; merger of the Company; conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and changes of master sub-funds.

25.1 Liquidation of sub-funds and share classes

Upon liquidation announcement to the shareholders of a particular sub-fund and/or share class of a sub-fund, the Board of Directors may arrange for the liquidation of one or more sub-funds and/or share classes of sub-fund(s) if the value of the net assets of the respective sub-fund and/or share class remains at or falls to a level that no longer allows it to be managed in an economically reasonable way as well as in the course of a rationalisation. The same also applies in cases where changes to the political or economic conditions justify such liquidation.

Up to the date upon which the decision takes effect, shareholders retain the right, free of charge, subject to the liquidation costs to be taken into account and subject to the guaranteed equal treatment of shareholders, to request the redemption of their shares. The Board of Directors may however determine a different procedure, in the interest of the shareholders of the sub-fund(s) and/or of the share classes of sub-fund(s).

Any sums and assets of the sub-fund and/or share class that are not paid out following liquidation shall be deposited as soon as possible at the "Caisse de Consignation" to be held for the benefit of the persons entitled thereto.

The liquidation of a sub-fund shall not involve the liquidation of another sub-fund. Only the liquidation of the last remaining sub-fund of the Company involves the liquidation of the Company.

Irrespective of the Board of Directors' rights, the general meeting of shareholders in a sub-fund and/or share class of a sub-fund may reduce the Company's capital at the proposal of the Board of Directors by withdrawing shares issued by a sub-fund and refunding shareholders with the net asset value of their shares, taking into account actual realization prices of investments and realization expenses and any costs arising from the liquidation) calculated on the Valuation Date on which such decision shall take effect. The net asset value is calculated for the day on which the decision comes into force, taking into account the proceeds raised on disposing of the sub-fund's assets and any costs arising from this liquidation. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Shareholders in the relevant sub-fund and/or share class will be informed of the decision by the general meeting of shareholders to withdraw the shares or of the decision of the Board of Directors to liquidate the sub-fund and/or share class by means of a publication as required by law. In addition and if necessary in accordance with the statutory regulations of the countries in which shares in the Company are sold, an announcement will then be made in the official publications of each individual country concerned.

The counter value of the net asset value of shares liquidated which have not been presented by shareholders for redemption will be deposited with the custodian bank for a period of six months and after that period, if still not presented for redemption, at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg All redeemed shares shall be cancelled by the Company.

Each sub-fund of the Company being a feeder sub-fund shall be liquidated, if its master UCITS is liquidated, divided into two or more UCITS or merged with another UCITS, unless the CSSF approves:

- a) the investment of at least 85 % of the assets of the feeder sub-fund in units of another master UCITS; or
- b) its conversion into a sub-fund which is not a feeder sub-fund.

Without prejudice to specific provisions regarding compulsory liquidation, the liquidation of a sub-fund of the Company being a master sub-fund shall take place no sooner than three months after the master sub-fund has informed all of its shareholders and the CSSF of the binding decision to liquidate.

25.2 Mergers of the Company or of sub-funds with another UCITS or other sub-funds thereof; Mergers of one or more sub-funds within the Company; Division of sub-funds "Merger" means an operation whereby:

a) one or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS/ subfund", on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to another existing UCITS or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS", in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;

b) two or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS/ sub-fund ", on being dissolved without going into liquidation, transfer all of their assets and liabilities to a UCITS which they form or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS/ sub-fund ", in exchange for the issue to their shareholders of shares of the receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those shares;

c) one or more UCITS or sub-funds thereof, the "merging UCITS/ subfund ", which continue to exist until the liabilities have been discharged, transfer their net assets to another sub-fund of the same UCITS, to a UCITS which they form or to another existing UCITS or a sub-fund thereof, the "receiving UCITS/ sub-fund".

Mergers can be performed in accordance with the form, modalities and information requirements provided for by the 2010 Law; the legal consequences of mergers are governed by and described in the 2010 Law.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors may decide to reorganise a sub-fund and/or share class by means of a merger with another existing sub-fund and/or share class within the Company or with another UCITS established in Luxembourg or in another Member-State or to another sub-fund and/or share class within such other UCITS (the "new fund/sub-fund") and to re-designate the shares of the relevant sub-fund or share class concerned as shares of another sub-fund and/or share class (following a split or consolidation, if

necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new fund or sub-fund), thirty days before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

If a sub-fund and/or share-class is to be merged with a Luxembourg or foreign UCITS or sub-fund and/or share class thereof, such merger has to be decided upon by a general meeting of the contributing sub-fund and/or share class. There shall be no quorum requirements for such general meeting, but resolutions shall be binding only upon such shareholders who will have voted in favour of such merger.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors may decide to reorganise a sub-fund and/or share class by means of a division into two or more sub-funds and/or share classes. Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new sub-fund) thirty days before the date on which the division becomes effective, in order to enable the shareholders to request redemption or conversion of their shares free of charge during such period.

Where a sub-fund of the Company has been established as a master sub-fund, no merger or division of shall become effective, unless the master sub-fund has provided all of its shareholders and the CSSF with the information required by law, by sixty days before the proposed effective date. Unless the CSSF or the competent authorities of the home member state of the feeder-UCITS, as the case may be, have granted the feeder-UCITS approval to continue to be a feeder-UCITS of the master sub-fund resulting from the merger or division of such master sub-fund, the master sub-fund shall enable the feeder-UCITS to repurchase or redeem all shares in the master sub-fund before the merger or division becomes effective.

The shareholders of both, the merging and receiving sub-fund have the right to request, without any charge other than those retained by the sub-fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares or, where possible, to convert them into shares of another sub-fund of the Company with similar investment policy. If a management company has been appointed for the Company, shareholders may also convert their shares into another UCITS managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding. This right shall become effective from the moment that the shareholders of the merging and those of the receiving sub-fund have been informed of the proposed merger and shall cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio.

The Company may temporarily suspend the subscription, repurchase or redemption of shares, provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

If a sub-fund of the Company is the receiving sub-fund, the entry into effect of the merger shall be made public through all appropriate means by the Company and shall be notified to the CSSF and, where appropriate, to the competent authorities of the home member states of the other UCITS involved in the merger.

Under the same circumstances as provided in Article 25.1 of these Articles of Incorporation, the general meeting of shareholders of the Company may decide with no quorum requirement and simple majority to merge the whole Company with another UCITS established in Luxembourg or in another Member State or with any sub-fund thereof.

A merger which has taken in accordance with the provisions of the 2010 Law cannot be declared null and void.

25.3 Conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and changes of master sub-funds

For conversions of existing sub-funds in feeder sub-funds and changes of master sub-funds, the relevant shareholders must be provided with the information required by the 2010 Law within the periods of time prescribed by law. The shareholders are entitled to redeem their shares in the relevant sub-funds free of charge within thirty (30) days thereafter, irrespective of the costs of the redemption.

Art. 26. Financial year. The financial year of the Fund ends the last day of December (the 31st December). The first audited report will be for the 31st December 2013 and the 1st unaudited semi-annual report will be for the 30th June 2014.

Art. 27. Distributions. The Board of Directors may decide to pay an interim dividend in accordance with the provisions of the 1915 Law.

The appropriation of annual income and any other distributions is determined by the general meeting upon proposal by the Board of Directors.

The distribution of dividends or other distributions to shareholders in a sub-fund or share class is subject to prior resolution by the shareholders in this sub-fund of share class.

Dividends that have been fixed are paid out in the currencies and at the place and time determined by the Board of Directors. An income equalisation amount will be calculated so that the distribution corresponds to the actual income entitlement.

The Board of Directors is authorised to suspend the payment of distributions. At the proposal of the Board of Directors, the general meeting of shareholders may decide to issue bonus shares as part of the distribution of net investment income and capital gains.

Concluding provisions

Art. 28. Custodian bank. To the extent required by law, the Company will enter into a custodian bank agreement with a bank as defined in the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

The custodian bank will fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2010 Law and the agreement entered into with the Company.

Should the custodian bank wish to resign, the Board of Directors will mandate another bank within two months to take over the functions of the custodian bank. Thereupon, the members of the Board of Directors will appoint this institution as custodian bank in place of the resigning custodian bank. The members of the Board of Directors have the powers to terminate the function of the custodian bank but may not give notice to the custodian bank of such termination unless and until a new custodian bank has been appointed pursuant to this Article to take over the function in its place.

Art. 29. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 31 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof, in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 30. Liquidation of the company. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and the compensation. The liquidator(s) must be approved by the CSSF.

The net proceeds of the liquidation of each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the shareholder(s) of the relevant sub-fund in proportion to the number of shares which it/they hold in that sub-fund. The amounts not claimed by the shareholder(s) at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg. If these amounts are not claimed before the end of the period of legal limitation, the amounts shall become statute-barred and cannot be claimed any more.

Art. 31. Changes to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be expanded or otherwise amended by the general meeting. Amendments are subject to the quorum and majority requirements in the provisions of the 1915 Law.

Art. 32. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

Nothing else being on the Agenda, the present meeting was adjourned.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed on the above mentioned date.

Signé: A. ANOUSAKI, N. CHRISTMANN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/10170. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 avril 2016.

Référence de publication: 2016090187/1024.

(160058986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

TPG Lux 2016 SC III, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 205.212.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the first day of April.

before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

TPG Capital - Luxembourg, S.à r.l., a limited liability company incorporated under Luxembourg law, with registered office at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies number B119667,

here represented by Ken JENSEN, private employee, residing professionally in Senningerberg,

by virtue of a power of attorney under private seal, given on March 31st, 2016.

The power of attorney, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "TPG Lux 2016 SC III, S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders.

Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation).

In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by e-mail pdf or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions and meeting minutes, including circular resolutions, may be conclusively signed and/or certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any manager, regardless of class, if any.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager or as the case may be the board of managers by any one manager, regardless of class, if any.

Art. 8. Liability Managers. The Manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all

expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words “claim”, “action”, “suit” or “proceeding” shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words “liability” and “expenses” shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year except for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2016.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription - Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, TPG Capital - Luxembourg, S.à r.l., (the "Sole Shareholder"), represented as stated above, has subscribed and entirely paid up the one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares, each with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01), for a total subscription price of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500). Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Extraordinary decision of the sole shareholder

The Sole Shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:
 - Mr Pedro Fernandes das Neves, accounting manager, born on 15th October 1974 in São Domingos de Benfica Lisboa, Portugal, with professional address at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, and
 - Ms Alexandra Cabete Matias, accounting director, born on 5th February 1980 in Luxembourg, with professional address at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
3. The first accounting year of the Company shall begin on the day of the incorporation of the Company and shall end on 31st December 2016.

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le premier avril.

par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

TPG Capital - Luxembourg, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119667,

ici représentée par Ken JENSEN, employé privé, demeurant professionnellement à Senningerberg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 31 mars 2016.

Après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «TPG Lux 2016 SC III, S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gérance et la disposition de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toutes autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, certificats de dépôt et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titres de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité.

D'une manière générale elle peut prêter assistance à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

La Société peut généralement employer toute technique et tout instrument en relation avec un quelconque de ses investissements dans le but d'une gestion efficace, y compris sans limitation des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, de taux de change, taux d'intérêt et tout autre risque.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro cent (0,01 EUR) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période

indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les uns les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B.

Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation).

Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par e-mail, pdf ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants et les procès-verbaux des réunions, y compris celles prises par voie circulaire, seront signées et/ou certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature unique de tout gérant, nonobstant leur classe, le cas échéant.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique ou le cas échéant par le conseil de gérance par l'un des gérants, nonobstant leur classe, le cas échéant.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les Gérant(s) ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou responsable représentant de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou responsable représentant et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable représentant:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou représentant peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou représentant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou représentants en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, TPG Capital - Luxembourg, S.à r.l. (l'«Associé Unique»), représentée comme indiqué ci-dessus, a souscrit et intégralement libéré les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro cent (0,01 EUR) chacune, pour un prix total de souscription de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR). Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa formation sont évaluées à environ EUR 1.300,-.

Décision extraordinaire de l'Associé Unique

Et aussitôt, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au: 5C, rue Eugène Ruppert, L2453 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée illimitée sous réserve des statuts de la Société:
 - Monsieur Pedro Fernandes das Neves, accounting manager, né le 15 octobre 1974 à São Domingos de Benfica Lisboa, Portugal, avec adresse professionnelle au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et
 - Madame Alexandra Cabete Matias, accounting director, née le 5 février 1980 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg.
3. La première année sociale commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'un version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante ci-avant, connu du notaire soussigné par ses noms, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: K. JENSEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 05 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11057. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 avril 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016090439/415.

(160058972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2016.

Compulease S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 99.010.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 21 avril 2016 à 15.00 heures

L'assemblée générale renouvelle jusqu'à l'issue de l'assemblée générale de l'an 2021, les mandats suivants:

Bernard CALVIGNAC, administrateur et administrateur-délégué, né à Figeac (F) le 23.06.1954, demeurant à F - 46100 Figeac, 35, Chemin des Bruyères Sylvie PAGES, administrateur, née à Issy les Moulineaux (F) le 09.03.1965, demeurant à F -46100 Figeac, 35, Chemin des Bruyères

François CALVIGNAC, administrateur, né à Saint-Denis (F) le 24.08.1985, demeurant à F -31520 Ramonville Saint-Agne, 1, Avenue Jean Monnet

Pierre LEIJDER, administrateur, né à Uccle (B) le 22.09.1961, demeurant à B - 1180 Bruxelles, 114A, Rue Basse

La société FIRELUX S.A., commissaire aux comptes, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 84 589, avec siège à L - 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2016100309/20.

(160071406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

EM Whole Loan SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 128.897.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société du 15 avril 2016

Les actionnaires ont décidé de nommer administrateurs de la Société Laurent Belik, Caroline Kinyua and Lara Nasato, tous trois avec adresse professionnelles au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet à partir du 15 février 2016 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2021.

A Luxembourg, le 27 avril 2016.

Pour extrait conforme

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2016101970/15.

(160073744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2016.

Financière Daunou 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 926.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 111.245.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales du 15 avril 2016 que les parts sociales de la Société ont été transférées comme suit:

Associé ayant transféré des parts sociales	Nombre de parts sociales transférées
Jackson, Jones & Cie S.e.n.c.	87
Harrison & Cie 3 S.e.n.c.	63
Harrison, Keff & Cie S.e.n.c.	75
TOTAL	225

à l'associé actuel de la Société, PAI EUROPE IV - B FCPR, de sorte que les parts sociales de la Société sont dorénavant réparties comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales détenues
Financière Daunou 7 S.à r.l.	114
GCS Co-Invest L.P.	1.352
PAI Europe IV-A FCPR	3.959
PAI Europe IV-B FCPR	14.215
PAI Europe IV-B5 FCPR	286
PAI Europe IV-B6 FCPR	6.981
PAI Europe IV-B7 FCPR	286
PAI Europe IV-C FCPR	5.080
PAI Europe IV-C2 FCPR	2.631
PAI Europe IV-D FCPR	1.615
PAI Europe IV-D2 FCPR	521
TOTAL:	37.040

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016097492/39.

(160067826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.